Introduction

Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1555>

DOI : 10.4000/abpo.1555

ISBN : 978-2-7535-1487-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 septembre 2002

Pagination : 59-60

ISBN : 978-2-86847-768-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, « Introduction », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-3 | 2002, mis en ligne le 20 septembre 2004, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1555> ; DOI : 10.4000/abpo.1555

Dossier

***Les droites
en France
de 1936 à 1940***

Introduction

Gilles RICHARD, Jacqueline SAINCLIVIER

respectivement IEP de Rennes, université Rennes 2

Organisée à l'IEP de Rennes conjointement par le CRAP (Gilles Richard) et par le CRHISCO (Jacqueline Sainclivier), la journée d'étude du 9 mars 2002 a porté sur l'étude des *expériences de recomposition des droites en France entre 1936 et 1940*, cela dans la perspective du colloque national de mai 2003 sur la recomposition des droites à la Libération (1944-1948).

Si février 1934 a mobilisé la gauche française, les élections législatives d'avril-mai 1936 ont provoqué un choc en retour sur les droites à la mesure des craintes et des fantasmes véhiculés par celles-ci dans un contexte national et international où le socialisme d'inspiration marxiste est assimilé à l'image du « bolchevik au couteau entre les dents ». Pour faire face à la « menace socialiste », les droites (partis politiques et patronat) ont alors cherché à s'unir en s'appuyant non plus sur des organisations de cadres mais sur des organisations de masse pour reprendre la distinction opérée par Maurice Duverger. Ce sont ces tentatives que cette journée d'étude s'est efforcée de mettre en lumière.

La matinée a été consacrée à l'analyse de quatre expériences partisans reflétant les essais de regroupement et les hésitations d'une famille politique arc-boutée sur ses querelles intestines et peu encline jusque-là à s'appuyer sur les masses. L'exemple italien (plus que l'exemple allemand) a cependant fait réfléchir certains de ses dirigeants, conscients de l'entrée active des masses dans le jeu politique. Trois des quatre interventions mettent en avant ce rôle rassembleur que les ligues s'efforcent de jouer.

Le premier essai précurseur est présenté par Jean Philippet qui évoque la transformation des Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger (droite nationaliste) en Parti républicain national et social, en novembre 1935. En fait, c'est un échec puisque paradoxalement on passe d'une ligue, mouvement de masse, à un parti de cadres. 1934, puis 1937 voient successivement la constitution de « fronts » destinés à contrer (en particulier le second) le Front populaire. Toutefois, dans les deux cas, ce sont des confédérations où chaque organisation veille jalousement à son autonomie. Jean Vavasseur-Desperriers montre bien que ces tentatives de regroupement des forces de droites restent circonstancielles, de courte durée et mettent en évidence « les rivalités

personnelles, les divergences idéologiques, les conflits d'intérêt ». Pendant ces années, une seule force de rassemblement de droite semble réussir : le Parti social français (PSF) que présente Jean-Paul Thomas. La transformation des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque en un Parti social français (juin 1936) est une expérience essentielle par son ampleur, comme par son succès. En effet, le PSF est vite devenu une force regroupant plus d'un million de membres. Événement décisif, apparemment, pour l'avenir des droites parce que le PSF a imposé une nouvelle culture politique aux classes dirigeantes, celle du parti de masse, que l'on retrouve à l'œuvre à la Libération.

De son côté l'Alliance républicaine démocratique (ARD) joue parfois le grand écart entre le discours et la pratique, entre les déclarations de 1933 de son nouveau président Pierre-Étienne Flandin et ses prises de position tout au long de cette décennie. L'ARD par la voix de son président se veut un parti du centre, mais se révèle un parti d'opposition au Front populaire, ainsi que l'expression d'un pacifisme de droite, antibolchevique. Pour Rosemonde Sanson, elle est à la fois un « agent de la décomposition des droites » et une « actrice de la mobilisation contre les gauches » ; parti de parlementaires, de cadres, elle ne réussit jamais et sans doute ne souhaite pas mobiliser les masses. En ce sens, sur le plan organisationnel, elle présente un visage plus « archaïque » que celui du PSF.

L'après-midi fut l'occasion de changer de points de vue en multipliant les éclairages non directement partisans afin de mieux cerner les conditions dans lesquelles les projets développés par les directions parisiennes furent mis en œuvre. La recomposition des droites vues « d'en-bas » est illustrée par la communication de Christian Bougeard sur la Bretagne. Sur cette terre où le catholicisme républicain n'est pas un leurre (les ligues n'y percent pas véritablement), le contexte national empêche probablement le Parti démocrate populaire (PDP) d'affirmer plus avant son originalité, voire sa modernité. On voit bien aussi à travers cet exemple que les directives nationales des partis de droite ne passent pas forcément à la base et subissent quelques arrangements pour ménager leaders et électeurs. Gilles Richard aborde la France « d'en-haut », celle du patronat, combatif face au Front populaire, et dont l'action est illustrée ici par celle du président de la CGPF, Claude-Joseph Gignoux ; avec lui la CGPF joue un rôle de coordinateur, tenant nombre de fils, y compris sur le plan politique. L'hypothèse qui avait présidé à l'organisation de cette journée a semblé se confirmer de façon très nette. Pour les droites et leur structuration partisane, la vraie rupture n'a pas tant eu lieu en 1944, comme les apparences le laissent trop souvent croire, qu'en 1936, en réponse à la double victoire, électorale et sociale, des partis « ouvriers ». Le processus de recomposition des droites est donc avant tout le résultat de la cristallisation – définitive ou du moins pour longtemps – d'un clivage droite-gauche en France autour de la question sociale (la République doit-elle être sociale ou non ? Question ancienne posée, mais à la marge, par la création du Parti ouvrier français en 1879), alors que tout au long du XIX^e siècle, le clivage avait porté en priorité sur la question politique du régime et des libertés publiques.